

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le chef de l'Etat salue l'accompagnement constant de l'Unesco

S'EXPRIMANT, hier, à l'occasion de la 41^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), célébrée à son siège à Paris (France), Ali Bongo Ondimba a également magnifié l'approche genre.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon



Photo: DR

Le président a réaffirmé son engagement au profit de la femme.

Comme annoncé dans nos colonnes il y a quelques jours, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a pris part à la 41^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), tenue au siège de l'institution à Paris, en France.

Devant plusieurs de ses pairs, le chef de l'Etat a rendu hommage à ses prédécesseurs à la tête du Gabon. Tout comme il a revisité la coopération entre le Gabon et l'Unesco. Occasion pour lui de souligner que la circulation et le rapatriement des biens culturels du Gabon, peuvent être envisagés avec davantage de sérénité.

"Le Gabon pourra alors se réapproprier son histoire et contribuer à une meilleure prise en compte de sa culture dans le système éducatif.", a dit le numéro un gabonais. Et de poursuivre : "Je voudrais saluer l'accompagnement constant de l'Unesco, notamment dans la réalisation des outils de pilotage, la formation des enseignants et la refonte de programmes pédagogiques."

Autre thématique abordée par le président Ali Bongo Ondimba, la condition plutôt difficile de

la femme dans le monde. "Au Gabon, nous avons décidé de faire preuve de volontarisme", a-t-il dit. Rappelant la "Décennie de la femme" qu'il a décrétée pour mettre fin aux violences faites aux femmes, les promouvoir dans l'espace public et économique en leur permettant d'être autonomes, mais aussi d'accéder aux plus hautes charges.

Non sans noter que plusieurs lois au niveau pénal, civil ou encore du Code du travail ont été adoptées depuis dans le cadre du programme "Gabon Egalité". "Aussi, je voudrais vous rassurer que je ne relâcherai jamais mes efforts tant que la femme ne sera pas réellement considérée comme l'égal de l'homme", a martelé Ali Bongo Ondimba.

UN: jour historique!

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LAISSÉ en suspens en décembre dernier, un seul point sera débattu, aujourd'hui, par les 650 délégués de l'Union nationale (UN), venus de toutes représentations, les provinces du pays. Ce samedi à l'hôtel Kevazingo, les militants de "l'Ancienne-Sobraga" vont choisir qui de Paul-Marie Gondjout ou de Paulette Missambo succédera à Zacharie Myboto. L'octogénaire, après cinq décennies de vie politique (aussi bien au sein du parti au pouvoir que dans les rangs de l'opposition) souhaite se "retirer de la scène politique". Pour désigner la nouvelle tête de file de cette chapelle politique, les congressistes procéderont par vote. Une grande première, semble-t-il, dans le landerneau politique. Au regard de la tension ambiante, la bataille s'annonce âpre. D'autant que certains observateurs ne cachent pas leur inquiétude sur la sincérité du "patriarcat" à lâcher véritablement la bride. Paul-Marie Gondjout étant son gendre, son fils Éric Myboto figurant sur la liste de Paulette Missambo au poste de secrétaire exécutif adjoint. Après cette élection "Zach Power" va-t-il vraiment se retirer, comme il l'avait personnellement annoncé? Ou va-t-il continuer à gérer le parti par personnes interposées?



Photo: Adjai Ntoutoume/ L'Union

Le successeur de Zacharie Myboto sera connu ce samedi, sauf si les congressistes n'accordent pas leurs violons.

Pour l'heure, difficile de répondre avec certitude.

Le moins que l'on puisse dire c'est que cette succession poussive, il faut le reconnaître (en témoignent les nombreux déchirements et moult reports dudit congrès électif), marque un tournant historique pour les fils putatifs et autres protégés du vieil homme.

La renaissance ou la mort de ce parti en dépend. D'autant que l'UN, au sortir dudit congrès, doit immédiatement se mettre en ordre de bataille pour les élections générales à venir. 2023 étant une année électorale ponctuée par les législatives, les locales et la présidentielle. Occasion pour inverser la famélique moisson des dernières législatives qui a vu l'élection d'un seul député, celui de l'Okano au palais Léon-Mba, Dr Minault Maxime Zima-Ebeyard, par ailleurs secrétaire exécutif sortant de l'UN.

Entre nous soit dit

Le PDG sur des charbons ardents

Parce que nous savons que l'évènement tant craint et si redouté est imminent, alors nous nous posons cette question qui taraude tous les esprits : qu'en sera-t-il du Parti démocratique gabonais (PDG) après la promulgation de la liste des élus? Des sections aux fédérations, entre "camarades" il est engagé un redoutable jeu de fléchettes assassines. Les dernières journées politiques ont montré combien étaient grandes les dissensions et les inimitiés.

Comment pourrait-on réconcilier les positions extrêmes à Lébamba? Ne parlons même pas de la bouderie à Gamba. Dans la ville du Dr Schweitzer, les populations se disent orphelines et se refusent à être les cobayes de l'expérimentation genre. A Omboué, là les militants se demandent si le vice-président de l'Assemblée nationale les représentent véritablement. D'un vice-président à un autre, à Franceville la stupéfaction est totale, au regard de la virulence et du discours jugé ostracisant d'un membre du Bureau politique à l'égard de ses "camarades" du cru. Un peu désabusées et dubitatives, les populations se demandent comment demain tout ce beau monde pourrait-il faire front commun en 2023?

Comme si le sort s'acharnait contre le Parti démocratique gabonais, il y a dans Libreville et bien au-delà, un climat délétère depuis qu'un trio de trublions de l'opposition, s'en est allé rendre une visite inopportune

au Sieur Aboghé Ella, à la Cour des comptes pour des transactions peu orthodoxes à la mairie de Libreville.

De partout, dans l'Estuaire se tiennent des conciliabules aux relents revanchards. Tous les regards accusateurs se tournent vers la locataire du 2-Décembre. A en croire les uns et les autres, le nécessaire devoir d'examiner le compte de l'exercice de son mandat de 2018 à 2019 se serait avéré fatal pour les deux édiles, qui ont voulu méticuleusement y jeter un coup d'œil. La prison pour l'un et une éviction rocambolesque pour l'autre.

Ce qui, pour l'instant sourde de manière souterraine pourrait demain s'avérer plus éruptif, tant la colère et la rancœur graduellement vont vers des cimes paroxysmiques. Une fois encore, voilà un caillou jeté dans la cour de la chapelle de Louis, qui s'en sera-il bien passée. Dans ces mêmes colonnes, nous invitons à revisiter ce ping-pong inclusif, qui déterminait le choix du maire de Libreville. Le danger est là devant nous. A défaut des frictions frontales entre Mpongwé et fang, nul ne peut nier qu'une fracture saillante est en train de se creuser.

Là aussi, la curie de Louis devrait faire preuve de génie pour taire et éteindre ce foyer. Bassé!

Teddy OSSEY*